

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIVIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.....	18	37	75
Union Postale.....	21	50	98

 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Rapports d'officiers

Lorsqu'on a le malheur d'être le contemporain d'un certain nombre de gens qui disent des bêtises, commettent des bévues ou approuvent des turpitudes, on peut, tout de même, se débarrasser de cette muflierie en cherchant, dans l'histoire glorieuse de notre race, des motifs d'espérance et des sujets de consolation.

Désireux d'oublier que la cocarde française s'est égarée, ces temps-ci, sur des singuliers couvre-chefs, je lisais récemment la correspondance échangée par le maréchal de Castellane avec les généraux Clauzel, Valée, avec les généraux Schramm, Bugeaud, Changarnier, Négrier, Lamoricière, avec de simples officiers qui s'appelaient Forey, Le Flô, Canrobert, Dumontet.

Cette lecture est instructive. Je me permets de la recommander à tous les Français qui n'ont pas encore désespéré de leur patrie, et qui ne se croient pas quittes de tout devoir envers leur pays lorsqu'ils ont crié : « Vive l'armée ! » en regardant bêtement M. Loubet.

Il serait trop facile, en vérité, de mériter un certificat de civisme par cette interjection qui coûte si peu de peine et demande si peu d'effort. Les vraies affections sont muettes et attentives. Les grandes fidélités sont exemptes de toute démonstration indiscrette ou inconvenante. Les honnêtes femmes n'aiment pas les suiveurs. Notre armée, forte et loyale, n'a pas besoin d'être acclamée ou bénie par un tas de lascars ou de paroissiens qui voudraient nous faire oublier, en se roulant bruyamment devant le drapeau, toutes les dépenses, toutes les réformes, toutes les tares dont ils ont invoqué l'inquiétant bénéfice afin d'éviter la caserne.

J'ai l'honneur de connaître beaucoup de jeunes officiers à qui ces manifestations sont odieuses. Silence aux brailards ! Le culte de la patrie, le souci du devoir national s'accommodent mal de ces vociférations et de ces cabriolets. Laissons Giboyer « danser devant l'Arche ». Laissons Tartempion se solder d'exclamations et de cabotinage, afin de mieux oublier les devoirs qui le gênent. Abandonnons le faux patriotisme à la rhétorique enrouée des vieux politiciens et à la gaminerie des gavocheux dont la voix mue... Si nous voulons savoir comment les nations peuvent guérir et comment l'esprit des institutions militaires doit être défendu contre tous les empiétements, écoutons la parole simple et grave des vaillants soldats dont le sang coula sur les champs de bataille et dont le cœur fut déchiré, plus d'une fois, par le spectacle des misères où l'antique renommée de nos victoires devait, tôt ou tard, s'éclipser et s'éteindre.

La maladie, heureusement passagère, dont nous souffrons, a peut-être des racines profondes. Le maréchal de Castellane s'en inquiétait déjà. La personne éminente qui publie ses papiers, Mme la comtesse de Beaulaincourt-Marles, née Castellane, a bien raison de rendre un pieux hommage « au vieux chef dont le cœur, jusqu'au dernier moment, battit pour la France ». Il aimait, de toute son âme, cette armée française, à laquelle il s'était donné sans réserve. Il savait qu'elle peut devenir, pour la nation, une ressource d'énergie vivante, une sorte de pépinière consacrée à la floraison des plus admirables vertus. La probité, le désintéressement, l'honneur, la franchise étaient, à ses yeux, les qualités militaires par excellence. Il fut, pour les officiers placés sous ses ordres, un chef et un éducateur. La France eut en lui un Dragomirof et quelque chose de plus... Tenace dans ses amitiés, il écrivit beaucoup de lettres à ses subordonnés, et se plut à conserver leurs réponses. C'était un homme véridique, à qui l'on pouvait dire la vérité. Les rapports qui lui furent adressés forment un dossier désormais historique. On y trouve, comme en une série de témoignages coordonnés, une suite d'avertissements dont les beaux esprits, en ce temps-là, affectèrent de négliger la gravité.

Lisons quelques-uns de ces rapports. Le colonel Combes, dès le 2 septembre 1855, signale à son général des faits d'incivilité et de négligence. A Oran, « le magasin de campement est vide, les troupes qui arrivent ne peuvent obtenir ni gamelles ni bidons... ».

Le colonel Tempouré écrit d'Oran, le 17 août 1859 :
 Il faudrait ici une main ferme pour y maintenir l'esprit militaire, qui se perd ; chacun fait à sa guise, se met comme il veut, sort comme l'entend... ».

Même note chez le colonel Roguet, au mois de janvier 1841 :

Les choses ne vont pas mieux en Afrique qu'en France : une ambition sans cesse excitée par le spectacle des grandes fortunes faites rapidement (ces mots sont soulignés dans le texte), beaucoup de laisser aller et d'indiscipline, peu de sentiment du devoir, le mépris de toutes les anciennes règles et de ce qui était jusqu'ici respecté, des louanges publiquement données, selon le caprice ou les intérêts particuliers, des réputations rapidement faites sans fondement et toujours couronnées par une fortune rapide, un gouvernement qui laisse ainsi exploiter les ambitions dans des tentes de coteries... voilà ce qui se remarque ici... Peste est ma manière de voir... Je suis inquiet... ».

Rapport du commandant de Lioux, le 11 février 1841 :

Je me demande pourquoi les troupes sont si mal logées et installées.

Lettre du capitaine Cler, de Cherchell, le 1^{er} juillet 1842 :

La discipline est très relâchée, l'instruction

militaire est presque nulle... J'ai vu des officiers supérieurs, ayant dix ans d'Afrique, agir en novices et faire tuer ou blesser des hommes... Quelquefois ce sont les célébrités de l'armée qui, bénévolement, cherchent à faire blesser des hommes pour avoir l'occasion de faire de pompeux bulletins avec quelques misérables tiraillements d'arrière-garde. L'exagération, je dirai plus, le mensonge sont à l'ordre du jour ; chacun cherche à se faire passer pour un grand vainqueur, et on dirait que le but de la guerre n'est pas de forcer les Arabes à demander la paix, mais bien de faire gagner à quelques protégés des croix et de nouveaux grades.

Le lieutenant-colonel Forey, 3 mars 1843 :

De la tête à la queue, l'on court après le bâton de maréchal, après les étoiles ou après les épaulettes... Combien il y aurait à dire de cette ambition démesurée de quelques intrigants, pour lesquels on jette une perturbation incroyable dans les corps !...

Le lieutenant-colonel Dumontet, 9 septembre 1845 :

... Trop de gens repoussent la lumière, les uns parce que l'erreur convient à leur intérêt, les autres parce qu'elle plaît à leur crédulité. C'est chose extraordinaire comme cette dernière classe est nombreuse, avec quelle foi profonde elle accueille les contes bleus, toutes les billevesées qu'on lui débite... Le peu de succès de leurs premières attaques contre le système de charlatanisme et de mensonge ne doit pas empêcher les hommes de cœur et de conscience, comme vous, mon général, de poursuivre courageusement la tâche qu'ils ont entreprise. Un jour viendra, soyez-en sûr, et ce jour n'est pas éloigné peut-être, où le pays, éclairé enfin sur sa vérité, récompensera ceux qui lui auront fait connaître.

Les braves soldats dont je viens de citer les témoignages ne croyaient certes pas « insulter l'armée » lorsque, du fond des cantonnements lointains où ils travaillaient pour la patrie, ils adressaient à un maréchal de France ces vérités rudes et salutaires. Quelques-uns d'entre eux ont été tués à l'ennemi, ce qui n'est pas encore arrivé (que je sache) à aucun des bons apôtres qui présentent ont l'extrême obligation de prendre notre armée sous leur protection.

Ce n'était pas non plus un « insulter de l'armée » que ce lieutenant-colonel Lantonnat, dont le *Carnet de campagne* raconte, avec un si poignant accent de sincérité, l'expédition de Madagascar. Si c'est « insulter l'armée » que c'est la volonté pure de toute compromission, affranchie de toute intrigue, inaccessible à tout reproche, il faut mettre au rang des pires « insultes » tous les grands hommes d'Etat et tous les vaillants hommes de guerre qui se sont exactement renseignés sur sa situation, afin de mieux travailler à son progrès. Insulteur, le ministre Louvois, qui rabrouait les colonels trop souvent rencontrés dans les antichambres de Versailles ! Insulteur, le maréchal de Turenne qui, par de significatives destitutions, rétablit la discipline dans ses camps ! Insulteur, le maréchal de Belle-Isle, pour n'avoir point loué Tallard ni glorifié Marsin ! Insulteur, le général Hoche, qui osa signaler à la Convention l'incapacité de quelques dignitaires empanachés ! Insulteur, l'empereur Napoléon, pour avoir, à Valladolid, rabroué de verte façon, en public, le général Legendre, capitulaire ! — et insulteur, le général Thibault qui, dans ses *Mémoires*, nous a conté superbement cette scène !

Insulteur enfin M. Cavaignac, qui, le 25 septembre 1895, dans un rapport sur la *Situation des services administratifs du ministère de la guerre*, s'exprimait ainsi :

Le système de l'abandon, du laisser aller domine la gestion des services administratifs de la guerre... C'est le parti pris de fermer les yeux à tout ce qui gêne, de laisser aux fraudes et aux abus la place qu'ils ont au sein de la machine administrative. Dans le Midi, des colonies où l'on veut bien s'imposer à eux-mêmes. Nous disons parti pris, car il y a, dans les faits que nous avons signalés, quelque chose de plus que du laisser aller. Il s'y rencontre manifestement une résistance passive, parfois même une opposition active à toute tentative d'amélioration ou de répression.

M. le rapporteur Cavaignac faisait ainsi la psychologie des bureaux :

Il ne faut pas qu'en aucun cas les responsabilités soient mises en jeu ; tout tend à effacer, à dissimuler, à couvrir les faits qui pourraient les engager. S'il survient un éclat, une manifestation trop criante des vices de fonctionnement du système, la pesante machine met en mouvement ses ressorts secrets ; et, malgré l'effort de bonnes volontés demeurées malgré tout vivaces, la situation se relâche le lendemain ce qu'elle était la veille.

Que d'insulteurs ! Et ceux-là seuls auraient le monopole du patriotisme qui, en 1870, traitaient M. Thiers de « Prussien » et qui rejettent les rapports du colonel Stoffel, les avertissements du général Ducrot, pour conduire notre malheureuse armée, flagorante, désemparée, jusqu'à Metz, jusqu'à Sedan !

Allons donc ! c'est absurde ! c'est fou ! Laissons une telle niaiserie. Cherchons, en toute conscience de cœur, sans haine et sans crainte, s'il y a, chez nous, dans l'organisme de la nation armée, un mal à découvrir, une souffrance à apaiser, un équilibre à rétablir. Ayons le courage de regarder la vérité en face. Encourageons nos grands chefs à interroger, comme le maréchal de Castellane, les conseillers probes et libres, qui ne connaissent pas l'art des réticences, ni la malice des sous-entendus. Nous avons enduré des crises plus périlleuses, subi des misères plus dures, éprouvé des inquiétudes plus pressantes. Et nous avons toujours été sur la voie de la guérison, dès que nous avons résolu de voir la source de nos maux. Que chacun fasse simplement son examen de conscience. Il y a une grande œuvre de réforme individuelle et sociale à entreprendre. Travaillons tous, sans esprit de parti ni de coterie. Es-

sayons de contribuer, dans la mesure de nos forces, au bien public. Travaillons ! Cela vaut mieux que de faire des phrases.

Gaston Deschamps.

AU JOUR LE JOUR

DEUX POÈMES DU ROI OSCAR II

Oscar II, roi de Suède et Norvège. *docteur en lettres*, est sans doute le premier souverain que l'université de Vienne ait créé « docteur quadruplex », autrement dit : docteur en toutes les Facultés.

Avant de monter sur le trône, il s'était illustré déjà comme poète et comme orateur, double titre qui continue de mériter jusque sous le double diadème.

Sans cesse d'être une œuvre d'art, ses premiers vers, *Souvenirs de la Flotte de Suède*, sont une œuvre de patriote et de marin ; présenté à l'un des concours organisés par l'Académie suédoise, qui ne connaissait point l'auteur du manuscrit, le recueil y fut couronné.

Il figure, depuis 1850, dans les *Œuvres complètes* du Roi, publiées, cette année-là, même, sous le nom d'Oscar Frédéric (Oscar Fredrik) et qui contiennent encore ses *Petites Poésies*, des versions du *Cid* de Herder, du *Torquato Tasso* de Goethe, et de divers morceaux d'Horace, de Byron, de Victor Hugo.

Les *Deux Chansons* qui suivent, littéralement traduites, donnent une juste idée du talent à la fois élevé, simple et mâle de ce noble « amateur » de rimes ; nul professionnel n'en a, certes, composé de plus parfaites.

DEUX CHANSONS

I
 Lève-toi pour agir ! Lève-toi pour aller au-devant
 Des devoirs du jour avec un courage éveillé !
 Il ne faut pas user mollement
 La force de la vie. Elle est trop bonne
 Pour être sacrifiée dans un souci infructueux.
 Ne laisse pas te séduire le doute !

Lève-toi pour chanter ! Lève-toi pour lutter !
 Prends ton épée et ta lyre !
 Appuie et console ceux qui souffrent,
 Défends le droit et les loix humaines
 Contre la tyrannie, la partialité et les intrigues !
 A tes efforts Dieu donnera du succès.

Lève-toi ! mille devoirs t'appellent.
 Lève-toi pour payer l'emprunt de la vie !
 Par toutes les affreuses puissances des ténébres
 Le fils du ciel ne sera pas dompté ;
 Tranquille, content, guidé par la main Paternelle,
 L'esprit libre ira vers sa vraie demeure.

II
 Tu crois au clair mirage d'un avenir attendu ;
 A tes yeux une joie présente
 S'offre, dans toute la beauté des printemps.
 Et tu ordonnes à chaque doute de se taire,
 Car si la voix de la promesse, déjà, sonne si déli-

cieusement
 Ne tiendra-t-il pas tout, l'instant où elle sera
 Réalisée ?

Rien qu'une pauvre seconde si vite enfuit, hélas !
 Fleur en bouton, cueillie dans le jardin du Temps
 Par la main de la destinée dominatrice ;
 Rien qu'un instant, qui sera loin
 Avant que tu te sentes au juste la douceur,
 Et que ne reviendra jamais.

Et pourtant, nulle puissance ne saura te ravir
 Ce court moment d'un bonheur savouré,
 Qui fut une fois à toi, qui le sera toujours :
 Dans ton âme, gardé tout au fond, comme un
 Il évoquera des idées par milliers, [souvenir,
 Et, ainsi, il reprendra vite incessamment.

L'élégance d'« Oscar Frédéric » égale et, suivant quelques-uns, surpasse encore sa poésie. Il est certain que ses *Discours* forment, dans les *Œuvres complètes*, un « Concionier » très respectable et qui n'a rien, absolument, de la traditionnelle banalité du genre. Il suffit, d'autre part, de regarder le Roi, de l'avoir entendu prononcer quelques mots pour comprendre ce que durent ajouter de charme et de force persuasive à ces textes, dorénavant inanimés, les réelles qualités physiques de l'orateur. Ceux qui ont eu la bonne fortune de l'approcher au Figaro en savent désormais quelque chose ; c'est pour consoler tous les autres que nous leur offrons aujourd'hui la première des *Deux Chansons* qu'ils viennent de lire.

Louis-Pilate de Brinn-Gaubast.

Échos

La Température

Une bande de pression supérieure à 765mm s'étend sur l'Espagne et le nord de la France. La situation est donc meilleure, mais le ciel reste toujours nuageux. Dans le Midi, des pluies très abondantes sont tombées la nuit dernière à Clermont, Cette, Biarritz et Nice.

En outre, on signale également de fortes chutes de neige sur les stations élevées. La température varie peu sur nos régions. Hier, le thermomètre se tenait à 9° au-dessus le matin, à huit heures, et à 15° dans l'après-midi. La journée a été très belle, et le soir le baromètre indiquait 767mm vers minuit.

Les Courses

A 2 heures, Courses à Auteuil. — Gagnants de Robert Milton :

Prix des Violettes : Alvarez.
 Prix du Cèdre : Gauffridi.
 Prix du Point-du-Jour : Calabrais.
 Prix Marignan : Cavan d'Aché.
 Prix Royal-Junior : Paulin.
 Prix des Pâquerettes : Mirandole.

LE PROCÈS DES LIGUES

Figurez-vous qu'il y a trente ans, en 1869, quelqu'un eût dit au parti républicain français, qui clabaudait contre l'Empire : « Tu feras pis que lui ; après vingt-huit ans de possession nominale et après vingt ans de possession incontestée, tu le serviras du pouvoir pour poursuivre et condamner les citoyens qui se seront assemblés au nombre de plus de vingt dans un but politique. »

Le parti républicain aurait répondu qu'une telle prophétie était calomnieuse et insultante. Or, depuis deux jours, à

la police correctionnelle, on l'a réalisée. Depuis deux jours, la République dispute à l'Empire la palme de l'intolérance et de la compression.

Oh ! je sais bien que seize francs d'amende ne constituent pas un martyre pour les messieurs rassis, qui bénéficient en outre de la loi Bérenger, créée en faveur des vauriens de seize ans, présumés capables de repentir et de relèvement. Mais c'est le principe qui est tout ; c'est cette situation comique, invraisemblable, monstrueuse du gouvernement républicain chaussant les bottes de l'Empire, de la magistrature républicaine ronronnant sur les traditions de la magistrature impériale.

Il y a même un progrès. Les gens de l'Empire avaient le mérite de la franchise. Ceux d'à présent ont la tare de l'hypocrisie. Ils n'ont pas osé poursuivre les délinquants appartenant au Parlement, parce qu'ils savaient que jamais les Chambres n'autoriseraient les poursuites. Alors, ces fanatiques de l'égalité, ces partisans de la justice pour tous se sont rabattus sur les simples contribuables.

S'ils avaient au moins l'excuse du danger, s'ils pouvaient invoquer la nécessité de se défendre ! Mais non ; les Ligues qu'ils poursuivent sont à peu près aussi dangereuses que les jeux des enfants dans les Tuileries. Qui ça peut-il inquiéter, qu'on se coalise pour défendre les Droits de l'homme, pour restaurer l'idée de patrie, pour ressusciter Pharaon ou Napoléon, et au fond, peut-être, pour se distribuer entre panachards des titres de présidents, de vice-présidents, de secrétaires et de trésoriers ?

Et, d'ailleurs, quels complots que ceux qu'on réprime par des amendes de seize francs !

Ne riez pas, pourtant ! Il y a quelque chose qui meurt de ces plaisanteries-là : c'est le respect pour la justice, pierre angulaire des nations. Quand le peuple voit le ministère public obligé de soulever sa loge devant des accusés et de leur dire : « Vous êtes la gloire des lettres et des sciences françaises », il se demande ce que représentent ceux qui jugent en face de ceux qui sont jugés.

Il ne faut pas que les juges soient contraints à respecter ceux qu'ils condamnent, car alors la foule rend aux juges en mépris l'équivalent de ce que les juges accordent en respect aux accusés.

Tout cela est à la fois très bête et très lugubre. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

La Cour de cassation, toutes Chambres réunies, a tenu hier une séance secrète sous la présidence de M. Mazeau.

Après un échange d'observations, la Cour a décidé :

D'entendre M. le capitaine Freystätter, dans une de ses plus prochaines séances ;

De confronter M. le général Roget avec M. Bertulus, à propos du colonel Henry.

D'entendre M. Lépine, conseiller d'Etat, qui était préfet de police en 1894 et qui a assisté comme préfet de police à tous les débats du Conseil de guerre de 1894, jusqu'au moment où les juges sont entrés dans la chambre du Conseil.

Ces auditions auront lieu dans le plus bref délai.

On connaît les noms des délégués qui iront représenter la France au congrès du désarmement, à La Haye, le 18 mai prochain. On se souvient que ce sont MM. Léon Bourgeois et d'Estournelles de la Cour, députés, et Bihour, ministre de France aux Pays-Bas, auxquels sont adjoints trois délégués spéciaux de la guerre, de la marine et des affaires étrangères pour les questions techniques.

Nous pouvons donner au sujet de cette délégation un renseignement curieux. Le gouvernement avait jugé à l'origine qu'il serait préférable d'avoir une délégation plus nombreuse, pour lui donner plus d'éclat et d'importance. Il avait songé à la composer de cinq membres, non compris les trois délégués techniques. Il aurait voulu adjoindre à MM. Léon Bourgeois, d'Estournelles et Bihour un autre député et un sénateur ; mais les divers membres du Parlement auxquels il s'est adressé ont, pour des motifs divers, décliné l'offre qui leur était faite. Parmi les membres auxquels on avait songé successivement, nous pouvons citer MM. Bérenger et de Marcbré, sénateurs, et M. de Kerjégou, député.

Finalement, le gouvernement n'a pas voulu poursuivre la tentative plus loin et s'en est tenu à la composition de la délégation que l'on connaît aujourd'hui.

M. de Freycinet, ministre de la guerre, qui avait projeté d'aller passer une partie des vacances actuelles dans les Alpes-Maritimes, a dû renoncer à ce projet par suite de la maladie du général Brault, chef d'état-major général de l'armée.

M. le général Brault, atteint depuis quelque temps déjà d'une influenza persistante, a dû suspendre tout travail, de sorte que le ministre se trouve obligé de rester à Paris pour suivre les nombreuses affaires que ses fonctions appellent à diriger.

A l'occasion du deuxième anniversaire de la catastrophe du Bazar de la Charité, des messes seront célébrées d'aujourd'hui en quinze, le 4 mai, dans plusieurs églises de Paris ; mais on peut compter désormais que c'est dans la chapelle même de la rue Jean-Goujon qu'aura lieu l'an prochain, à pareille date, en une seule cérémonie, l'inauguration de ce monument et le troisième service anniversaire.

Les travaux de cette chapelle, en effet, que nous avons visités hier matin, ceux du chemin de croix qui lui fait suite et de

la communauté des Dames auxiliaires sont maintenant si avancés que l'architecte, M. Guilbert, vient de faire la commande de l'autel, tout en marbre blanc et bronze doré et ciselé de style Louis XVI, des dallages en marbres nuancés du blanc au noir sur quatre tons, et de tous les détails de la décoration intérieure.

Une véritable exposition de meubles de jardin, de mobiliers pour la campagne, en pitchpin, de lits en fer ou en cuivre attire en ce moment, aux Etablissements Allez frères, toutes les personnes ayant à préparer leur villégiature. Cette ancienne et si recommandable Maison devait compléter sa spécialité d'articles de ménage et de jardinage par des rayons d'ameublement et de literie. La faveur de sa clientèle l'oblige à donner, chaque jour, une extension plus considérable à ces différents rayons. Catalogues sur demande.

La nomination de M. de Bonnavy de Nonancourt, chef de bureau au ministère des finances, comme conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été unanimement bien accueillie par le personnel de l'administration centrale des finances, où le nouveau référendaire n'a que des amis.

M. de Nonancourt ne compte pas moins de trente-deux ans de service dans les finances. C'est dire que la faveur et la politique n'ont eu aucune part dans le choix fait par M. Peytral ; c'est dire également que la Cour des comptes y gagne un excellent magistrat de plus.

A la demande de la colonie espagnole, la señorita Luz Chavita prêtera son concours à la matinée d'aujourd'hui aux Folies-Bergère. La Lote Fuller et Jane Thyda paraîtront également à cette matinée exceptionnelle.

Pour 1900.

L'emplacement réservé au palais impérial allemand sur les bords de la Seine a été officiellement livré ces jours-ci par notre administration à M. Richter, commissaire général d'Allemagne.

M. Richter, avant de quitter Paris, procédera à l'installation d'un Comité consultatif, composé d'une douzaine de membres notables de la colonie, et qui sera chargé d'assister les représentants du gouvernement allemand dans le travail d'organisation de leur section.

L'Allemagne sera notamment représentée avec beaucoup d'éclat à Vincennes, où sera exposé le matériel de grande locomotion.

Sept types différents de locomotives allemandes y figureront.

C'est à des entrepreneurs francorlois que la construction du pavillon impérial a été confiée.

M^{re} Paul Chevallier, assisté de M. Bernheim jeune, vendra, après-demain samedi, à l'hôtel Drouot, la fort jolie collection de tableaux modernes de M. Maurice L...

Nous relevons au catalogue, avec des œuvres d'un art délicat et séduisant, les noms de maîtres tels que Chaplin, Corot, Courbet, Delacroix, Diaz, Detaille, Dupré, Henner, Meissonier, de Neuville, Roybet, Vollon, Ziem, Clairin, Forain, Isabey, Madeleine Lemaire, etc.

Cette vente sera précédée d'une exposition le 21 avril, et le 22 jusqu'au moment des enchères.

Après un hiver passé dans ses succursales de Monte-Carlo et de Nice, hiver qui n'a été qu'une longue série de triomphes, Léon, notre grand chapelier parisien, vient de rentrer rue Daunou, avec une provision d'idées nouvelles qu'il va mettre à exécution. Nous pouvons donc nous attendre à le voir créer bientôt des merveilles d'élégance et de légèreté dont, Parisiens ou étrangers, nous aurons tous à profiter.

Hors Paris

D'Agen :

« Le testament du comte de Chaudordy, ancien ambassadeur, a été ouvert hier. Il institue la ville d'Agen sa légataire universelle, à charge de distribuer plusieurs legs. »

En dehors des progrès qu'elle a réalisés dernièrement dans l'ordre balnéaire, la Compagnie fermière de Vichy s'efforce toujours de donner à la saison un tour artistique en harmonie avec l'immense réputation des eaux. Nous aurons bientôt l'occasion de reproduire le programme qu'elle a élaboré pour 1899, et les buveurs des Célestins, de l'Hôtel ou de la Grande-Grille verront qu'elle ne songe pas moins à leur plaisir qu'à leur santé.

Nouvelles à la Main

Dans un salon.

— Comment ! il y a déjà vingt ans que le docteur X... exerce ?

— Mais oui.

— Je n'en reviens pas.

— Ses malades non plus.

En classe d'histoire.

Le professeur expose que la misère était si grande en 1709 que les paysans étaient réduits à manger de l'herbe. Et il ajoute :

— Quel était alors le régime de la France ?

Un élève, vivement :

— Le régime végétarien !

Le Masque de Fer.

LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA COUR DE CASSATION

(SUITE)

Nous publions aujourd'hui les dépositions suivantes :

Déposition de Mlle Pays ;

Déposition de Mme Choinet, femme de ménage, rue de Douai ;

Déposition du capitaine Lebrun-Renaud ;

Déposition du colonel Risbourg qui avait eu connaissance, en janvier 1895, de propos tenus par le capitaine Lebrun-Renaud ;

Déposition du lieutenant-colonel Guérin, sous-chef d'état-major du gouvernement militaire de Paris, sur l'attitude de Dreyfus au moment de la dégradation ;

Déposition du capitaine Anthoine, attaché à la personne du général Brugère, qui a assisté à la dégradation ;

Déposition de M. le commandant de Mitry, chef d'escadrons de cavalerie hors cadres à l'état-major de l'armée, qui a eu une conversation avec le capitaine Anthoine, après la dégradation ;

Déposition de M. Druet, sous-lieutenant de réserve, qui a assisté à la dégradation ;

Déposition du général Darras, qui a présidé la dégradation ;

Déposition de M. Peyrolle, contrôleur de 1^{re} classe à l'administration de l'armée, qui a assisté à la dégradation ;

Déposition de M. Wunenburger, archiviste principal de 1^{re} classe, qui a eu une conversation avec le capitaine d'Attel, le soir de la dégradation.

l'avez-vous vu plusieurs fois le commandant Henry ?

Mlle Pays. — Oui, deux fois à l'occasion de son duel avec Picquart; mais jamais avant.

Le président. — Le commandant Esterhazy aurait dit plusieurs fois devant Mme Gérard et son mari que le retour de Dreyfus en France ne vous dérangerait nullement, parce que vous saviez bien qu'il était innocent ?

Mlle Pays. — En ce qui me concerne, je n'ai jamais tenu un pareil propos. Mais j'ai entendu plusieurs fois le commandant s'expliquer sur l'affaire Dreyfus et dire notamment : « Je suis sûr qu'ils auront fait à Dreyfus des monstruosités comme à moi, et celui-ci rentrera en triomphant, grâce aux efforts de ses vaillants défenseurs, tandis que moi je serai dans l'opinion publique le moraliste condamné; la voilà, l'erreur judiciaire. »

Le président. — Le commandant aurait affirmé qu'il avait été prévenu par l'état-major, au mois d'août, qu'il allait être dénoncé comme ayant écrit le bordereau ?

Mlle Pays. — Le commandant ne m'a jamais dit qu'il eût été prévenu par l'état-major.

Voici ce que je sais à cet égard : Le 18 octobre, il m'est arrivé de Dammartin, sans m'avoir prévenue, ce qui n'était pas dans ses habitudes.

Il a dîné chez moi : il me paraissait soucieux; je l'ai questionné, croyant qu'il avait pu faire quelque perte d'argent; mais il m'a répondu, d'une façon vague, qu'une affaire l'avait appelé. Quelques jours après, je lui ai fait part d'un rêve que j'avais eu la nuit précédente et dans lequel Esterhazy m'était apparu se séparant de sa femme :

« C'est une double vue, dit-il, car j'ai quitté Dammartin après une scène assez violente que j'ai eue avec Mme Esterhazy. Et j'en suis sûr sans même prendre les clefs de mon appartement de la rue de la Bienfaisance. »

A ce moment, il m'a fait connaître la raison qui justifiait son retour précipité; il m'a dit avoir reçu une lettre signée non pas *Speranza* comme on l'a dit, mais bien *Esperanza* dont je ne connais pas l'auteur, et qui lui apprendait qu'il allait être dénoncé comme ayant écrit le bordereau.

Je lui ai fait observer qu'une lettre anonyme pouvait n'avoir rien de sérieux et qu'il s'était bien rapidement décidé à partir sur cette lettre.

Sur le moment, il n'a jugé à propos de me donner aucun détail. Le lendemain ou le surlendemain de son arrivée chez moi, un monsieur dont vous a parlé Mme Gérard, et sur le compte duquel Mme Choinet, ancienne concierge, pourra vous renseigner, s'est présenté à mon domicile entre six et sept heures du matin et m'a remis, dans l'entrebâillement de la porte, un papier dans une enveloppe fermée et sans adresse, en me disant de le donner au commandant. Ce monsieur aurait donné cinq francs à la concierge.

Vers la même époque (et dans la même semaine) la concierge est montée vers six ou sept heures du matin, me remettre pour le commandant un pli sans adresse, et elle a ajouté : « Je voudrais bien être réveillée souvent dans les mêmes conditions; on m'a encore donné cinq francs ! »

J'ai tout lieu de croire que c'est après avoir pris connaissance de ces deux billets que le commandant est allé au ministère; il m'a dit que le ministre ne l'avait pas reçu et qu'il avait chargé le général Millet de l'entendre; c'est après cet entretien que le commandant a écrit au ministre.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : PAYS.

Déposition de Mme F. Delabarre, épouse Choinet

Le président. — On nous a dit que vous étiez femme de ménage ou concierge au numéro 49 de la rue de Douai. Vous auriez, à deux reprises, été chargée de remettre au commandant Esterhazy un pli de la part d'un monsieur qui se serait présenté chez vous entre six et sept heures du matin ?

Mme Choinet. — Le fait est exact. Une première fois, un monsieur, qui avait le croix de la moustache, est arrivé à la maison vers six ou sept heures du matin et m'a remis un papier sous enveloppe, en me recommandant d'aller tout de suite le porter à M. Esterhazy et de me rapporter sa réponse; j'ai accompli ma mission et, de la part de M. Esterhazy, j'ai répondu à ce monsieur que M. Esterhazy allait venir. Le monsieur est parti dans un fiacre qui attendait devant la porte. A quelques jours de là, cette même personne est revenue, à la même heure, et m'a remis un autre pli à porter dans les mêmes conditions. J'ai reçu de cette personne 5 francs pour mon dérangement.

Le président. — Mme Pays nous a déclaré que, lors de la première visite de ce monsieur, c'est lui-même qui est monté à son appartement et qui lui a remis le pli destiné au commandant; elle nous a dit également que vous auriez reçu de lui 5 francs à chacune de ses deux visites.

Mme Choinet. — Je crois que Mme Pays se trompe; c'est moi-même qui, chaque fois, ai remis le papier à Mme Pays, qui venait toujours ouvrir, et je n'ai reçu que 5 francs pour ce service.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : FÉLICE DELABARRE, femme CHOINET.

DÉPOSITION

Capitaine Lebrun-Renaud

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Vous avez été chargé le 5 janvier 1895, jour de la dégradation de Dreyfus, de prendre le commandant à l'Ecole militaire, où il était demeuré pendant quelque temps

sous votre garde. Voudriez-vous dire à la Cour ce qui s'est passé entre vous et lui pendant ce temps ?

Le capitaine Lebrun-Renaud. — Le samedi 5 janvier 1895 j'étais commandé avec mon escadron pour aller prendre au Cherche-Midi le capitaine Dreyfus qui devait être dégradé, à neuf heures, dans une des cours de l'Ecole militaire. Partis à sept heures quinze, nous arrivâmes à sept heures quarante-cinq au lieu indiqué.

On me désigna le bureau de l'adjudant de garnison pour y garder le condamné jusqu'à l'heure de la parade d'exécution. Il commença par protester de son innocence, par dire qu'avec la fortune importante dont il jouissait et le bel avenir qui lui était réservé, il ne pouvait avoir eu aucun intérêt à trahir.

Il ajouta : « Je suis innocent. Dans trois ans on reconnaîtra mon innocence. Le ministre le sait et le commandant du Paty de Clam est venu me voir, il y a quelques jours, dans ma cellule et m'a dit que le ministre le savait. Le ministre savait que si j'avais livré des documents à l'Allemagne, ils étaient sans importance et que c'était pour en obtenir de plus importants. »

Le capitaine d'Attel était présent lorsque cette déclaration fut faite; il allait et venait.

Quelques minutes avant neuf heures, le capitaine Dreyfus pria de dire à l'adjudant chargé de le dégrader de le faire le plus vite possible, car cette cérémonie lui était très pénible.

Je sortis du bureau de la Place des quatorze artilleries, conduits par un brigadier, furent venus le chercher pour la parade d'exécution.

Immédiatement je fus entouré de plusieurs officiers de l'armée active et de la réserve, parmi lesquels je reconnus le commandant Guérin et le commandant Philippe.

Je leur répétai les paroles du capitaine Dreyfus.

Mon service terminé, je me rendis, pour déjeuner, au mess des officiers de la garde républicaine, où je répétai aux capitaines Grenier et Duflos et à quelques autres camarades la déclaration qui m'avait été faite le matin par le condamné.

Certains journaux du soir, parmi lesquels le journal *le Temps*, ayant imprimé que Dreyfus, le matin, avait fait des aveux au capitaine chargé de le conduire à l'Ecole militaire, le général Mercier, alors ministre de la guerre, tint à être renseigné à ce sujet, et, le lendemain matin, vers sept heures et demie, m'en vint chercher à mon domicile par le général Gonse, sous-chef de l'état-major.

Celui-ci me demanda quel genre d'aveux m'avait faits l'ex-capitaine Dreyfus. Je lui répondis ce qui m'avait été dit la veille, et il me mena dans le cabinet du ministre de la guerre, auquel je renouvelai les mêmes déclarations.

Par ordre du ministre, je me rendis à l'Elysée où M. Charles Dupuy m'introduisit auprès du Président de la République.

Celui-ci me demanda quelques détails sur l'attitude de l'ex-capitaine Dreyfus, et tint surtout à savoir, à cause des indiscretions commises par les journaux, si j'avais eu, la veille, quelques relations avec des reporters.

Je lui répondis que je ne croyais pas avoir parlé directement à des journalistes, mais qu'il pouvait bien s'en trouver, sans que je m'en doutasse, parmi les personnes auxquelles j'ai causé de l'affaire Dreyfus.

Vers onze heures, le ministre de la guerre vint à l'Elysée, s'entretenant quelques instants avec le président du Conseil des ministres, et tous deux rédigeant, en ma présence, une note à l'Agence Havas affirmant que je n'avais eu aucune communication avec un organe ou représentant de la presse.

Je rentrai chez moi et y trouvai l'ordre de me rendre immédiatement chez mon chef de corps, le colonel Risbourg. Il me blâma d'avoir commis des indiscretions avec des journalistes, comme il avait pu le supposer d'après les articles parus le matin dans la presse, et m'intima l'ordre de garder le silence le plus absolu sur l'affaire Dreyfus, en ajoutant :

« Si on vous interroge, vous direz que vous ne savez rien. »

J'obtempérai à cette injonction formelle et précise, et depuis cette époque je n'ai parlé de l'affaire Dreyfus qu'à certains de mes chefs hiérarchiques, tels que le général Gonse, le général Millet et M. Cavaignac, ministre de la guerre.

En octobre 1897, lorsque la campagne en faveur de la révision du procès Dreyfus commença, le général Gonse, sous-chef d'état-major, me fit appeler et me demanda de lui donner par écrit la déclaration que je lui avais faite verbalement le 6 janvier 1895. Je le fis.

Dans les premiers jours de juillet 1898, M. Cavaignac me fit appeler et me demanda quelles avaient été les paroles dites par l'ex-capitaine Dreyfus le jour de sa dégradation. Je lui communiquai le texte d'une note que j'avais inscrite le 6 janvier, sur un calepin; il la copia *in extenso*, de sa main, et me la rendit.

Le 7 juillet 1898, il prononça à la Chambre des députés un discours où il lut la petite note qu'il avait copiée sur mon calepin. Je puis en certifier l'exactitude.

Quelques jours après, je crus devoir détruire cette feuille que je ne jugeais plus utile à conserver, puisque le ministre de la guerre l'avait copiée de sa main et lue aux Chambres.

J'avais gardé cette feuille détachée de mon carnet, ayant l'habitude de détruire, chaque année, le carnet de l'année précédente.

Le président. — Avez-vous dressé un rapport ou un procès-verbal de l'exécution de la mission que vous avez eu à remplir le 5 janvier 1895 ?

Le capitaine Lebrun-Renaud. — Non; je n'ai fourni de jour-là que le rapport qu'on fait pour tout service : « Le service commencé à telle heure, fini à telle heure. »

Et, dans la colonne d'observations « Rien à signaler. »

Le président. — Ne vous êtes-vous pas trouvé, le soir même du 5 janvier, dans un lieu public, et n'auriez-vous pas dit, en présence de plusieurs personnes, que Dreyfus n'avait fait aucun aveu ?

Le capitaine Lebrun-Renaud. — Je ne m'en souviens pas.

Le président. — Quelle est la portée que vous avez attachée aux paroles de Dreyfus ? Les avez-vous considérées comme de véritables aveux d'un crime de haute trahison ?

Le capitaine Lebrun-Renaud. — J'ai

considéré cela comme des explications de sa condamnation, mais je n'en ai pas moins retenu qu'il avait avoué avoir livré les documents. Il s'excusait, il s'expliquait; mais la matérialité du fait n'en existait pas moins.

Le président. — Cependant, vous nous avez dit, il n'y a qu'un instant : « Je ne m'en souviens pas. On peut très bien considérer la déclaration de Dreyfus comme des aveux. Si on m'a parlé d'aveux, j'ai pu dire qu'il ne m'en avait pas été fait. J'ai considéré que c'était plutôt des excuses que présentait Dreyfus. »

Le capitaine Lebrun-Renaud. — Je n'en reconnais pas moins qu'il m'a avoué avoir livré des documents.

Le président. — M. Cavaignac est-il la seule personne à qui vous avez montré la feuille détachée de votre calepin ?

Le capitaine Lebrun-Renaud. — Oui.

Le président. — Lorsque vous vous êtes trouvé en présence de M. le Président de la République et de M. le Président du Conseil, leur avez-vous reproduit les déclarations que vous avez faites Dreyfus ?

Le capitaine Lebrun-Renaud. — Non. Je me suis borné à leur donner quelques détails sur une autre partie de notre conversation. Ils ne m'ont rien demandé. Ils ont surtout demandé si j'avais eu des rapports avec des représentants de la presse, et je crois qu'ils insistaient là-dessus à cause de l'article du *Figaro* où il était parlé d'un bordereau trouvé dans le chiffonnier d'une ambassade.

Le président. — Sur quelle partie de la conversation que vous avez eue avec Dreyfus avez-vous fourni des renseignements à M. le Président de la République ?

Le capitaine Lebrun-Renaud. — Mes souvenirs ne sont pas assez précis à ce sujet.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : CAPITAINE LEBRUN-RENAUD.

Déposition du colonel Risbourg

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Voudriez-vous dire à la Cour dans quelles conditions vous avez été averti, au mois de janvier 1895, de certains propos tenus par le capitaine Lebrun-Renaud, à la suite de la parade de dégradation de l'ex-capitaine Dreyfus et des mesures que vous avez cru devoir prendre à cette occasion ?

Le colonel Risbourg. — Dans la matinée du 6 janvier, le capitaine-adjutant-major de semaine m'apporta plusieurs journaux parmi lesquels le *Temps* et le *Figaro* dans lesquels il était question d'une conversation qu'aurait eue le capitaine Lebrun-Renaud avec des journalistes. Je dictai immédiatement à l'adjudant-major la note suivante :

Le journal *le Figaro* raconte une conversation que M. le capitaine Lebrun-Renaud aurait eue hier avec le condamné Dreyfus. Je ne puis pas admettre qu'un officier de la garde ait manqué à ce point à ses devoirs militaires et ait fait part de ses impressions à la presse. Afin de donner de suite à l'autorité militaire les renseignements qui me seront évidemment demandés, j'ai l'honneur de vous prier de donner l'ordre au capitaine Lebrun-Renaud de fournir des explications au sujet de cette affaire. Vous voudrez bien me les adresser avec les avis hiérarchiques.

Après avoir dicté cette note, je réglai le service journalier de la garde et l'adjudant-major descendit.

Quelques minutes après il vint me trouver et me dit :

« Mon colonel, je viens d'apprendre que le général Gonse, sous-chef d'état-major, est venu interroger le capitaine Lebrun-Renaud par ordre du général de Boisdeffre, et l'a emmené chez le ministre de la guerre. »

Je dis alors à cet officier : « Prévenez l'adjudant de semaine de la caserne de dire à M. Lebrun-Renaud de se présenter chez moi aussitôt sa rentrée. »

Le capitaine se présenta vers deux heures à mon cabinet.

J'étais très mécontent et je le regrettai très mal.

Je lui demandai si ce qui était dans les journaux était vrai, et je lui dis :

« Racontez ce que vous a dit Dreyfus. » Le capitaine Lebrun-Renaud commença une longue conversation dans laquelle il était question de colonies d'élevage, de bordereau, de panier dans lequel aurait trouvé des documents dans certaines ambassades; éterné, je lui dis : « Précisez; avez-vous reçu des aveux ? Et racontez-moi ce qu'on vous a dit ! »

Alors le capitaine me dit avoir entendu ces paroles :

« Le ministre de la guerre sait bien que si j'ai livré des documents à l'Allemagne, c'était pour en avoir de plus importants. »

Je fis remarquer à M. Lebrun-Renaud qu'en le commandant de service, je ne l'avais pas chargé d'interroger Dreyfus, qu'il devait le prendre au Cherche-Midi et le conduire à l'Ecole Militaire, et je lui dis :

« Vous savez que le gouverneur ne veut pas qu'il soit question de vous dans les journaux. »

« Les officiers de la garde républicaine vont partout, ils voient et entendent beaucoup de choses; ils doivent être très discrets et ne communiquer qu'à leurs chefs les faits qui peuvent les intéresser. »

« Vous avez absolument manqué à vos devoirs, je vous inflige un blâme. »

« Hier, en rentrant de la parade d'exécution, vous êtes allé déjeuner avec vos camarades au mess de la garde. Est-il vrai que vous leur avez raconté votre conversation avec Dreyfus ? »

Il me répondit : « C'est exact. »

Parmi les officiers présents au mess se trouvaient les capitaines Grenier, Duflos, le lieutenant Panzani (aujourd'hui capitaine à la garde) et le lieutenant Pauzac. M. Lebrun-Renaud me fit de nouvelles excuses sur l'indiscrétion qu'il avait commise et me dit qu'il avait cru ne causer que devant des camarades.

Je dis à M. Lebrun-Renaud :

« Depuis ce matin, les journalistes encombrant mes escaliers et vous recherchant pour avoir de nouveaux renseignements. Il faut couper court à tout cela. Je vous donne l'ordre de vous taire, de ne plus faire aucune communication à la presse, et même si des civils vous demandent de nouveaux renseignements, vous leur direz que vous ne savez rien. »

Le président. — Le capitaine Lebrun-Renaud vous a-t-il parlé, au cours de cette entrevue, de la visite qu'il avait faite dans la matinée au Président de la République et à M. le président du Conseil ?

Le colonel Risbourg. — Oui, je l'ai interrogé sur la visite qu'il avait faite à l'Elysée.

Il me répondit :

« J'ai attendu un certain temps dans le cabinet de M. Lafargue, et pendant que j'y étais un monsieur que je ne connaissais pas, mais qu'on m'a dit être M. Grumbach, racontait, de façon à ce que je puisse l'entendre, que je n'avais rien entendu, qu'on ne m'avait rien dit, que je mentais; puis je suis introduit dans le cabinet du Président, qui me reçut froidement, mais bien. »

« Et toutes les questions qui m'ont été faites ont roulé sur ce que Dreyfus avait pu me dire, sur les pièces qu'on avait trouvées dans une corbeille dans une ambassade; et, me demandant si, dans ma conversation avec mes camarades, j'avais parlé de cette ambassade et de ces pièces. »

« On ne me fit aucune question ni aucune allusion aux aveux que j'avais pu recevoir. Après que j'eus répondu que je n'avais pas parlé de ces choses à mes camarades, je fus congédié et on me dit qu'on allait rédiger une note à l'Agence Havas pour terminer cette affaire. »

Il y a quelque temps j'apprends que M. Philippe, lieutenant de gendarmerie à Bougie, qui était en 1895 à la garde républicaine, et de service à la parade d'exécution, avait parlé des aveux de Dreyfus.

Je lui écrivis alors à peu près dans ces termes :

Mon cher lieutenant, on vient de me dire que vous aviez des renseignements sur ce qui s'est passé le jour de la dégradation de Dreyfus. Voulez-vous bien me dire si cela est vrai, me donner quelques renseignements et me dire si je pourrais invoquer votre témoignage dans le cas où je serais appelé à témoigner devant la Cour de cassation ?

M. Philippe me répondit par télégramme : « Oui, lettre suit. » Et il m'adressa à la date du 7 décembre une lettre dont je vous dépose l'original.

Le président. — Avez-vous fait des procès-verbaux à cette époque de ces divers incidents ?

Le colonel Risbourg. — Mon devoir était d'en rendre compte au gouverneur. Mais M. Lebrun-Renaud ne m'ayant fait aucune communication, et ayant appris que le ministre de la guerre, le Président de la République et le président du Conseil étaient informés, je n'ai pas cru nécessaire de donner suite à ma première impression.

Du reste, j'étais tellement convaincu de la culpabilité de Dreyfus — comme je le suis encore actuellement après tout ce que je sais — qu'il était inutile de faire un procès-verbal, et je ne pouvais pas croire qu'on pût douter un jour de cette culpabilité.

Question posée par un conseiller. — Vous venez de nous dire que vous savez beaucoup de choses sur l'affaire Dreyfus qui vous avaient amené à ne pas douter de la culpabilité de ce condamné. Pourriez-vous nous fournir quelques détails sur les faits auxquels vous faites allusion ?

Le colonel Risbourg. — En ma qualité de colonel de la garde républicaine, allant partout et voyant tout, entendant tout, je dois être très discret et ne pas répéter ce qui a été dit devant moi.

Le président. — Vous connaissez les divers incidents qui se sont produits postérieurement à la condamnation de Dreyfus : poursuites contre Esterhazy, suicide d'Henry à la suite d'un faux qu'il aurait commis.

Ces incidents ont-ils modifié d'une manière quelconque votre conviction en ce qui concerne la culpabilité de Dreyfus ?

Le colonel Risbourg. — Ma conviction est restée la même : je suis absolument convaincu de la culpabilité de Dreyfus.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : COLONEL RISBOURG.

Déposition du Lt-colonel Guérin

sous-chef d'état-major du gouvernement militaire de Paris

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Avez-vous assisté, le 5 janvier 1895, à la dégradation de Dreyfus ? Voudriez-vous dire à la Cour quels sont les souvenirs que vous avez gardés, quelle a été l'attitude de Dreyfus, et quelles sont les paroles qu'il a prononcées ?

Le colonel Guérin. — J'ai vu arriver, vers sept heures quarante-cinq du matin, la voiture cellulaire dans laquelle se trouvait Dreyfus. Cette voiture fut arrêtée près du pavillon où se trouve le bureau de l'adjudant de garnison.

Dreyfus en descendit, et fut conduit dans ce bureau, où il fut gardé par le capitaine commandant l'escorte, Lebrun-Renaud (capitaine dont je ne sais pas le nom ce jour-là; je ne l'ai su que le lendemain).

A neuf heures moins cinq le capitaine-adjutant de garnison vint relever le capitaine Lebrun-Renaud avec les quatre canonnières et le brigadier qui devaient former la garde de Dreyfus, pour le conduire au lieu de dégradation.

Je me trouvais à ce moment à la porte du bureau de l'adjudant de garnison, pour assister à la sortie de Dreyfus. Le capitaine Lebrun-Renaud, ayant été relevé dans son service près de Dreyfus, sortit du pavillon, me trouva devant lui et se mit immédiatement à me raconter les paroles que Dreyfus lui avait dites pendant qu'il en avait la garde.

Trois déclarations me frappèrent par leur importance, se sont gravées dans ma mémoire, et je ne les oublierai jamais :

1° C'était l'orgueil de ses galons, avait-il dit en les montrant, qui l'avait perdu;

2° C'étaient les aveux d'avoir livré des documents à une puissance étrangère, avec ainsi formelles : « Si j'ai livré des documents, ces documents étaient sans aucune valeur et c'était pour en avoir d'autres plus importants des Allemands. »

La troisième déclaration était que, dans trois ans, on lui rendrait justice.

Un groupe d'officiers se tenait près de nous, et comme l'entretien du capitaine

Lebrun-Renaud avec moi n'avait rien de confidentiel, que les déclarations qu'il m'avait faites avaient une grande importance et un grand intérêt pour tous, je le priai de raconter au groupe d'officiers tout ce qu'il venait de me dire.

Je dois ajouter que le capitaine d'Attel, de l'état-major de la place de Paris, avait été chargé de surveiller tout ce qui se rapportait au service direct de place, le matin même de la dégradation, et que son service spécial l'appela à se rendre compte de ce qui se passait au bureau de l'adjudant de garnison, pendant que Dreyfus s'y trouvait.

Dreyfus fut conduit du pavillon de l'adjudant de garnison au lieu marqué pour sa place pendant la dégradation. Il marcha d'un pas presque automatique.

Lorsque la dégradation était terminée, il eut défilé devant le front des troupes, il fut amené dans le passage entre la cour Morland et la cour Delaire, où se trouvait la voiture cellulaire et l'escorte de gendarmerie qui devaient le conduire au Dépôt de la Préfecture de police pour être remis à l'autorité civile; je me trouvais dans ce passage, en raison même des instructions que j'avais reçues. Il y avait aussi quelques officiers, et Dreyfus, s'adressant à eux, répéta que dans trois ans on lui rendrait justice. Puis il monta dans la voiture et disparut.

Le président. — N'avez-vous pas entendu Dreyfus protester de son innocence devant les troupes ?

Lieut-colonel Guérin. — Je l'ai entendu protester de son innocence quand il a passé devant la droite des troupes, où je me trouvais moi-même.

C'est en revenant au même endroit qu'il tint le propos dont j'ai parlé tout à l'heure que, dans trois ans, on lui rendrait justice.

Je me rendis, après la cérémonie, au gouvernement militaire de Paris et rendis compte verbalement au général Sausser des incidents de la matinée, et en particulier des déclarations faites par Dreyfus au capitaine Lebrun-Renaud.

Dans la journée, le capitaine d'Attel ayant rencontré dans le couloir qui reliait les bureaux de l'état-major au cabinet du gouverneur, et près de la porte de communication avec l'état-major de la Place, M. Wunenburger, archiviste principal à l'état-major du gouvernement de Paris, lui dit que Dreyfus avait fait des aveux.

Je m'en réfère pour le surplus, et notamment pour mon entrevue avec le commandant Picquart, le même soir, vers six heures, à ce que j'ai consigné dans un rapport officiel que j'ai adressé au chef d'état-major général le 14 février dernier, et qui est au dossier.

Question posée par un conseiller. — Le témoin connaissait-il quelques-uns des officiers qui se trouvaient dans le passage dont il a parlé, au moment où le capitaine Lebrun-Renaud a fait connaître les propos tenus par Dreyfus ?

Le lieutenant-colonel Guérin. — Je ne peux en préciser aucun; il y en avait environ une dizaine : c'étaient probablement des officiers suivant les cours de l'Ecole de guerre.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : LIEUT-COLONEL GUÉRIN.

Déposition du capitaine Anthoine

attaché à la personne de M. le général Brugère

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Vous avez assisté à la dégradation de Dreyfus. Quels souvenirs vous en sont restés et notamment quelle conversation avez-vous eue avec le capitaine d'Attel, après cette cérémonie ?

Le capitaine Anthoine. — J'ai rencontré le capitaine d'Attel au sortir même de la dégradation de Dreyfus.

Cet officier m'a rapporté que Dreyfus avait tenu devant lui des propos d'où résulte très nettement pour moi :

1° L'aveu formel du fait d'avoir livré des documents;

2° L'allégation que ces documents n'étaient pas importants;

fus venait de faire des aveux, et que ces aveux portaient, en substance, que, s'il avait livré des documents à une puissance étrangère, c'était pour en obtenir d'autres en échange.

L'attitude de Dreyfus m'a produit un profond dégoût.

J'ai pu constater, notamment, lorsqu'il défilait devant les troupes, que, ne se trouvant pas au même pas que le brigadier qui commandait l'escorte, il en changea, et ce détail m'a paru étrange dans une telle circonstance.

Je me trouvais d'ailleurs trop loin de lui pour entendre les paroles qui ont été prononcées, dit-on, par Dreyfus.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : de MITRY.

Déposition de M. Druet

Le président. — Vous avez assisté, le 5 janvier 1895, à la parade de dégradation de Dreyfus. Voulez-vous dire ce que vous savez à ce sujet ?

M. Druet. — Je suis entré au Champ de Mars en qualité de député du 144^e régiment d'infanterie, comme sous-lieutenant de réserve de ce régiment. J'ai vu passer devant moi le capitaine Dreyfus lors de la promenade le long du front des troupes, et il disait à ce moment :

« Vous faites de moi un martyr ! »

J'ai trouvé que son attitude était bien celle d'un coupable ; son cynisme m'a impressionné défavorablement.

Il a également dit quelques mots devant un groupe de journalistes ; mais je n'ai pu les entendre ; je l'ai vu parler et faire des gestes. Après la parade et le défilé, un groupe d'officiers de l'armée active nous a répété les paroles attribuées à Dreyfus, que voici dans leur substance :

« Si j'ai livré des documents, c'était dans l'espoir d'en avoir d'autres plus importants. Ces paroles étaient répétées de tous côtés, et lorsqu'un sortant nous sommes allés dans un café voisin, au coin de l'avenue Bosquet et de l'avenue de la Bourdonnais, elles faisaient l'objet de toutes les conversations.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : DRUET.

Déposition du général Darras

SEANCE DU 19 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Vous avez présidé la dégradation de Dreyfus le 5 janvier 1895. Avez-vous gardé souvenir de l'attitude de ce condamné et des propos qu'il aurait tenus pendant cette cérémonie ?

Le général Darras. — Avant que le condamné ne soit amené sur le lieu de l'exécution, le colonel Fayet m'a rendu compte de l'intention manifestée par le condamné de protester de son innocence.

Je ne crus pas devoir prendre aucune mesure préventive, me réservant de prendre, au moment voulu, telles dispositions nécessaires par les circonstances. Après la lecture du jugement, le condamné s'écria : « Je suis toujours digne de faire partie de l'armée, et je crie : Vive l'armée ! Vive la France ! »

Il fut ensuite conduit, comme le prescrit le règlement, devant le front des troupes, et remis à la gendarmerie pour être conduit à la prison civile.

Je n'ai entendu aucun autre propos de lui pendant la cérémonie ; mais il peut en avoir prononcé sans qu'ils me soient parvenus aux oreilles. Je sais qu'un groupe de personnes civiles l'a insulté à son passage, mais je n'ai pas entendu qu'il eût protesté. Il aurait pu le faire cependant, et l'éloignement m'aurait empêché de l'entendre.

Le président. — Un officier du nom de Bourguignon ne serait-il pas venu vous prévenir que Dreyfus avait l'intention de proclamer son innocence devant les troupes et ne lui auriez-vous pas répondu : « Je n'y pourrai rien. Il m'est impossible de faire couvrir sa voix par un roulement de tambour, comme Santerre ? »

Le général Darras. — Le capitaine Bourguignon ne pouvait pas s'adresser directement à moi, et ne pouvait que rendre compte au major de la garnison, qui était son intermédiaire réglementaire.

D'ailleurs, le propos n'a pas été tenu.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GÉNÉRAL DARRAS.

Déposition de M. Peyrolle

contrôleur de 1^{re} classe à l'administration de l'Armée

Le président. — Vous avez assisté, le 5 janvier, à la dégradation de Dreyfus. Voulez-vous dire à la Cour quels souvenirs vous en sont restés ?

M. Peyrolle. — Après la dégradation, accompagné de M. Stevens, que j'avais fait assister à cette dégradation, je traversais la cour de l'Ecole militaire, lorsque je rencontrai le commandant Guérin qui marchait fort vite.

Je lui demandai où il allait de ce pas. Il me répondit : « Je vais rendre compte au gouverneur de ce qui vient de se passer. »

— Et quoi donc ? lui dis-je.

Il me répondit : « Dreyfus vient de faire des aveux au capitaine Lebrun-Renaud. Il a avoué avoir livré des pièces à l'Allemagne, en ajoutant que c'était pour en avoir d'autres. » Je crois bien qu'il aurait ajouté que ces documents étaient sans importance, mais je ne puis pas l'affirmer.

Je dois ajouter que je ne connaissais pas le capitaine Lebrun-Renaud.

Lorsque nous sommes allés au 2^e procès Zola à Versailles, il me fut présenté dans un wagon par le commandant Guérin ; à brûle-pourpoint je lui dis :

— Comment se fait-il que les aveux de Dreyfus, vous ne les ayez pas rapportés à M. le Président de la République et à M. le président du Conseil lorsqu'ils vous ont fait appeler ?

Il me répondit :

— Je ne l'ai pas fait par une sorte de crainte, parce que, alors que j'attendais

dans l'antichambre, j'entendis dans la pièce attenante, derrière la porte capitonnée, une personne tenir le discours suivant :

« Qu'est-ce que ce gendarme qui trahit la secret professionnel et donne de la pâture à la presse, il pourrait lui en cuire de pareilles indiscrétions. »

Là-dessus, on m'appela chez le Président, et sous cette impression, je ne parlai pas au Président des aveux. Je répondis au capitaine Lebrun-Renaud :

« Vous avez eu tort ; à votre place, je l'eusse dit au Président. »

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : PEYROLLE.

Déposition de M. Wunenburger

archiviste principal de 1^{re} classe à l'état-major du gouvernement militaire de Paris, chef du bureau du personnel des officiers.

Le président. — N'avez-vous pas, à l'époque de la dégradation de Dreyfus, reçu du commandant d'Attel une déclaration portant que Dreyfus aurait fait des aveux ?

M. Wunenburger. — Voici les circonstances dans lesquelles cet incident s'est produit : le commandant d'Attel avait reçu l'ordre de représenter l'état-major de la place de Paris à la parade de dégradation de Dreyfus. Il était chargé de toutes les mesures d'ordre, ce qui lui donnait entrée dans la pièce où Dreyfus était gardé ; il avait, du reste, la haute surveillance du condamné.

Le jour de la dégradation, une heure à peu près après cette cérémonie, je sortais du cabinet du gouverneur militaire, dans l'hôtel de l'Etat-Major, place Vendôme, et je rentrais dans mon bureau, lorsqu'arrivé au bas d'un escalier d'une douzaine de marches, qui aboutit à un long corridor, je vis le commandant d'Attel qui venait très rapidement et en courant en sens inverse ; en passant près de moi, je lui tendis la main et lui dis : « Comment cela s'est-il passé ce matin ? »

Il me répondit : « Bien. Il a avoué. »

Notre conversation en resta là, et chacun de nous continua son chemin en courant.

Plus tard, j'ai revu, à diverses reprises, le commandant d'Attel, mais je n'ai jamais eu la pensée de lui demander des explications sur ce qu'il m'avait dit.

Le commandant d'Attel est mort, il y a environ deux ans ; il a été trouvé dans un compartiment du train qui le conduisait à Saint-Denis, où son régiment était en garnison.

Le président. — Savez-vous s'il y a eu des relations d'amitié ou autres entre le commandant Forzinetti, directeur de la prison du Cherche-Midi, et le commandant d'Attel ?

M. Wunenburger. — Je ne le crois pas. Leur caractère ne me semblait pas devoir cadrer.

Cependant ils ont pu se connaître en Afrique où ils ont pu se rencontrer.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : WUNENBURGER.

LE PETIT PAIN RICHELIEU 93 ne se trouve qu'à la Boulangerie Viennoise, 32, rue Richelieu.

Le fusil du président du Conseil



M. DUPUY. — Voyez-vous, mon cher conseiller, il me faudrait une troisième épaule...

LE ROI OSCAR II

Le roi de Suède et Norvège, avant de se rendre, avant-hier, au déjeuner donné en son honneur par le Président de la République, était allé visiter les chantiers de l'Exposition de 1900 et l'emplacement affecté aux sections suédoise et norvégienne.

Sa Majesté, qui était accompagnée de toutes les personnes de sa suite, a été reçue à son arrivée par M. Delombre, ministre du commerce et de l'industrie ; M. Alfred Picard, commissaire général, et M. Delaunay-Belleville, directeur général de l'Exploitation de l'Exposition ; M. François Arago, secrétaire d'ambassade, et les membres des Comités suédois et norvégiens ayant à leur tête leurs deux commissaires généraux, MM. Thiel et Chr. Smith. Etant ainsi présents les membres du haut personnel du service de l'Exposition. La visite a duré de neuf à onze heures et le souverain a vivement félicité les ingénieurs, les architectes et les ouvriers des différents chantiers.

Après le déjeuner à l'Elysée, le roi Oscar II s'est rendu à trois heures à l'Institut Pasteur, dont les honneurs lui ont été faits par M. Duclaux, directeur de l'Institut, et M. le docteur Roux, sous-directeur, assistés de leurs principaux collaborateurs, parmi lesquels le docteur Metchnikoff. Sa Majesté a visité les laboratoires et les différents locaux et a voulu être complètement renseignée sur le fonctionnement des services de cet établissement, qui, a-t-il dit, est le plus beau monument élevé par la science française à l'humanité.

En quittant l'Institut Pasteur, Sa Majesté s'est rendue chez le ministre de Danemark. Il aurait voulu également aller saluer son ministre en France, mais M. et Mme Due ont prié le Roi de vouloir bien les excuser de ne pouvoir recevoir l'honneur de sa visite, leur appartement se trouvant en complet déménagement par suite de leur prochain départ.

C'est en effet dimanche prochain que Mme et Mlle Due quitteront Paris pour retourner à Stockholm. M. Due restera jusqu'à la fin de ce mois à Paris pour présenter ses lettres de rappel au Président de la République et pour assister au banquet d'adieu qui lui sera offert, jeudi prochain, par la colonie suédoise-norvégienne.

Nous avons déjà dit que le successeur de M. Due dans sa haute mission diplomatique est M. Akermann.

A notre compte rendu du banquet à l'Elysée, nous devons ajouter que le roi Oscar II, grand croix de la Légion d'honneur, portait la rosette de l'ordre et que M. Loubet avait à sa boutonnière la rosette bleue de l'ordre des Séraphins, le premier des ordres des royaumes de Suède et Norvège, fondé en 1285 et rénové le 28 avril 1748 par le roi Frédéric 1^{er}.

Ce fut lundi dernier, lors de la visite du Président de la République à l'hôtel Bristol, que le roi Oscar II annonça à M. Loubet qu'en témoignage de son amitié, il avait le plaisir de le nommer chevalier de l'ordre des Séraphins.

Les insignes de l'ordre furent apportés au Président de la République le lendemain par M. Due.

Disons encore que Sa Majesté a nommé officier de l'ordre de l'Epee le commandant Lamy, de la maison militaire de l'Elysée, attaché à sa personne pendant son séjour à Paris.

Le roi de Suède et Norvège a quitté hier Paris à neuf heures et demie pour se rendre, avec les personnes de sa suite et le commandant Lamy, à Versailles.

Le maire et les membres de la municipalité de Versailles étaient venus souhaiter la bienvenue au souverain qui, à sa sortie de la gare, a été salué respectueusement par un grand nombre de personnes.

Le Roi, après avoir déjeuné avec sa suite aux Réservoirs, est allé visiter le palais, le parc, le Grand et le Petit Trianon, sous la conduite de M. de Nolhac, le savant conservateur du palais.

Sa Majesté, de retour à Paris à cinq heures et demie, est rentrée à l'hôtel Bristol, où elle a dîné avec M. Due, le commandant Lamy et les personnes de sa suite.

A huit heures, le souverain est allé à la Porte-Saint-Martin pour assister à la représentation de *Plus que Reine*, de M. Emile Bergerat, dans la loge du prince et de la princesse de Wagram, ses cousins.

Le Roi, qui à son entrée avait été reçu par MM. Fleury, est allé, au cours de la représentation, complimenter Mme Harding et M. Coquelin en leur adressant de vives félicitations, ainsi qu'à M. Jean Coquelin.

La mise en scène l'a charmé et il a applaudi chaleureusement la reproduction du tableau du *Sacre* de David, et le sixième et le dernier tableau dont les scènes dramatiques ont été émues.

M. Bergerat a été présenté au Roi qui lui a exprimé sa haute satisfaction. Le Roi est allé ensuite souper chez Paillard.

Le roi de Suède et Norvège quittera ce soir Paris, à huit heures vingt-cinq, pour passer quelques jours à Honfleur, près de Cologne, chez sa femme, la reine Sophie. De là, il ira à Wiesbaden, chez sa belle-fille, la princesse royale.

Jean Régner.

LA JOURNÉE

Jeudi 20 avril

Sports : Courses à Auteuil (2 h.). — Championnat de lutte du Red Star (9 h. du soir, 40, rue Fabert).

Premières : A l'Opéra-Comique, *le Cygne* ; à la Gaîté, *les Sœurs Gaudichard* ; aux Folies-Dramatiques, *la Demoiselle du Téléphone* (repris).

Excursion du Club alpin : Départ, gare du Nord, à 4 h. 25, pour Chantilly ; visite du château et du domaine (retour à Paris, 5 h. 28). — A partir d'aujourd'hui, le Musée Condé sera ouvert tous les jeudis, de 10 h. à 4 h. 42.

Conférences et cours : L. P. Lorber, préfet apostolique de la Guinée française ; la Langue française dans l'Afrique occidentale ; nos écoles de Konakry, Boffa, etc., à 8 h. 1/2 du soir, mairie de Passy). — Reprise du cours de M. Izoulet au Collège de France.

Dans les églises : Mariages du capitaine Freystetter, l'un des juges du capitaine Dreyfus, en 1894, avec Mlle Lucie Lissarague (midi, Notre-Dame de Versailles), et du capitaine P. Clavelin avec Mlle de Tournemine (11 h., Saint-Denis de l'Estrée). — Commencement, à Saint-Merry, de la neuvaïne de la Bienheureuse Marie de l'Incarnation.

Le Monde et la Ville

SALONS

— Au carnet mondain : Lundi prochain, matinée chez la comtesse de Kessler, dans son hôtel du boulevard Montmorency. Au programme, le 3^e acte de *Domitius* et *la Nuit de Mai*, d'Alfred de Musset ; — mercredi prochain, soirée dansante chez Mme Roy de Pierrefitte, dans ses salons de la rue Saint-Dominique.

— Charmante soirée intime, avant-hier, chez la comtesse Odon de Montesquiou-Fézensac. Au programme : Mlle Jane Evel, de l'Opéra-Comique, et Galipaux, qui a remporté un suc-

cès considérable avec un nouveau qu'il lançait pour la première fois : *Le Bal*, valse chantée, qu'on va lui demander partout.

Soirée musicale, le même jour, chez Mme Raffalli, la femme du peintre distingué, dans son hôtel de la rue de Courcelles.

Les deux virtuoses Marsick et Diémer ont rivalisé de passion et de talent dans une sonate de Grieg. Mme de Grey a chanté délicieusement des pages de Massenet et le baron Grouvelle et M. Holman Black des mélodies de M. de Fontenailles et des chansons anglaises.

M. Verdalle, le harpiste de l'Opéra, et la toute charmante petite divette Mlle Jeanne Petit ont terminé ce beau programme.

— M. et Mme Delbos ont donné, avant-hier, une élégante matinée dans leurs salons du boulevard Malesherbes, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de leur fille, Mlle Jeanne Delbos, fiancée au baron Alain de Montesquiou, née de Kergrist.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— S. A. la princesse de Salm-Salm, arrivée depuis hier à Paris, est descendue chez sa cousine Mme de Brulautour.

— Mme Thirion-Montauban née Magne, en descendant de voiture, rue Castiglione, a glissé si malheureusement qu'elle a fait une chute assez grave. Transportée dans une pharmacie voisine, elle a reçu les premiers soins que nécessitait son état. Déjà, au mois de mars dernier, elle avait été victime d'un accident de voiture dont elle n'était pas encore complètement remise.

— M. G. Nordling, consul général de Suède et Norvège et président de la Société suédoise norvégienne et vice-président de la Société de secours à Paris, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur.

— La marquise de Castrone de La Rajata (Mathilde Marchesi) a été nommée officier de l'Instruction publique.

— Descendus à l'hôtel de Hollande :

Le comte de Limburg-Stirum, chambellan et grand veneur de la Reine des Pays-Bas et la comtesse de Limburg-Stirum ; Mme Joseph C. Choate, femme du ministre des Etats-Unis à Londres et Miss Choate ; M. John Ridgeby Carter, secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Londres et M. J.-R. Carter ; la baronne de Constant Rebecque, Mme et Mlle de Brevern, etc.

Mlle Clotilde Klesberg, l'excellente pianiste, a donné, avant-hier un premier concert à la salle Erard. Elle a remporté un véritable triomphe. Dans l'assistance on remarquait toutes les notabilités artistiques de Paris, parmi lesquelles le directeur du Conservatoire.

— Le prince de Monaco a été reçu hier par la reine d'Angleterre, qui quittera Nice le 2 mai.

— Le grand-duc Georges, venant d'Italie, est arrivé à Cannes pour passer quelques jours chez sa sœur, la grande-duchesse de Mecklembourg-Schwerin.

CEROCLES

— Recus comme membres permanents au Cercle agricole :

Comte Camille de Laubespion, présenté par le comte L. de Laubespion, et le marquis de Lévis-Mirepoix ; — comte de Sarret, présenté par M. de Possesse et le vicomte de Miramon-Fargues ; — comte René de La Bastide, présenté par le comte de Miramon-Fargues et le vicomte Olivier de Loppé ; — M. Pierre de Barbut, présenté par M. Briatte et le comte Robert du Luart.

MARIAGES

— C'est au milieu d'une élégante assistance qu'on a célébré, avant-hier, à Saint-Honoré d'Eylau, le mariage du marquis de Puivert avec Mlle Berlioz. Les témoins étaient, pour le marié : le vicomte de Ginestet et le comte de Montmarin ; pour la mariée : le commandeur Georges Berlioz et M. Henry Pelegrin.

Le marquis et la marquise de Puivert sont descendus au Langham Hotel.

On célébrera jeudi prochain le mariage du baron François Baudé, fils de l'ancien ambassadeur auprès du Saint-Siège, avec Mlle Gabrielle de Lagrèze, belle-fille et fille du colonel du 9^e hussards et de la vicomtesse de Rancogne.

— Le mariage de M. Louis Vienne avec Mlle Arlette Taskin sera célébré, samedi prochain, à Saint-Sulpice.

— En l'église Saint-Rémy de Château-Gontier a été béni le mariage de M. Robert Rouxelin de Formigny de La Londe avec Mlle Pau-

line de La Jaille, fille du vicomte de La Jaille. Les témoins du marié étaient : le comte G. d'Elva et le comte de Beaucourt, ses cousins ; ceux de la mariée : l'amiral comte de La Jaille, son oncle, et M. du Plessis-Valdière.

La quête a été faite par Mlle M. de Formigny de La Londe, Germaine de La Jaille ; M. F. de Formigny de La Londe et de Fabry, accompagnés du vicomte de Montozon, de MM. de Beaucourt, J. de Fabry et du comte Walsh de Servant.

CHARITÉ

— Un concert de charité sera donné le mardi 2 mai, à la salle des Agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes, au profit de l'Orphelinat anglo-américain, avec le concours de Mme Clara Butt, la grande cantatrice anglaise ; Mme Krunkel, miss Evangeline Florence, Mlle Kennorley Runkford, Joseph Hollman, Johannes Wolff et du Sautoy. Les dames patronnesses de l'œuvre sont :

Lady Monson, baronne Alphonse de Rothschild, baronne David Léonino, marquise de Lastoyrie, comtesse de Castellane, Mme Gye, lady Clarke, Mmes Adams, Fell Clark, Henry Drake, Austin Lee, Lamson, Luckmeyer, Munroe, J. Munroe, G. Munroe, Maughan, Knicker, Regnault, Sewell, Spalding, Tuffery, Washington et miss Meyer.

Prix des billets : 20, 10 et 5 francs. On en trouvera chez les dames patronnesses, à la salle des Agriculteurs, chez les éditeurs de musique, MM. Durand, Grus, Hamelle et chez M. Galignani.

DEUIL

— Mme Paul Musurus-bey vient d'avoir la douleur de perdre sa mère, Mme Charles Hémeré née Baltazzi, décédée à Smyrne à l'âge de cinquante-cinq ans. La défunte était la sœur de la princesse Alexandre Végorides et de M. Aristide-bey Baltazzi, père de Mme Delyanni, femme du ministre de Grèce en France. On sait que Mme Paul Musurus-bey est la belle-sœur de la princesse de Brancovan.

— Nous apprenons la mort : — De M. Charles Brongniart, assistant de la chaire d'antropologie au Muséum d'histoire naturelle, décédé à l'âge de 40 ans. Fils du célèbre botaniste, le défunt fut chargé de plusieurs missions scientifiques, notamment en Algérie, lors des invasions des criquets. Les obsèques auront lieu aujourd'hui ; — Du docteur Amedée Gay, directeur du sanatorium maritime de Banyuls-sur-Mer, ancien maître d'Arles-sur-Rhône ; — De la Rev. Mère Marie-Thérèse, du Saint-Sacrement, née de Bonsonge, ancienne prieure du couvent des Carmélites à Saintes, décédée à l'âge de 62 ans.

Ferrari.

LE CAPITAINE FREYSTETTER

Le capitaine Freystetter est l'homme du jour.

Nous doutons qu'il s'en félicite. Non qu'il craigne les responsabilités : ceux qui le connaissent bien disent qu'il a autant de bravoure morale que de courage militaire. Mais c'est un modeste ; tout ce sa carrière, il l'a faite sans bruit, et c'est ainsi qu'il eût voulu la finir. Les événements en ont décidé autrement, et cela lui déplairait-il encore d'avant-ago, il occupe aujourd'hui la première place dans l'esprit public.

Le capitaine Freystetter est né à Fénétrange, petite ville de l'ancien département de la Moselle, dont les Allemands ont fait Finstingen. Son père était tel attacher. A aucun moment il ne fut question de faire du petit Martin un teinturier. On avait pour lui des visées plus hautes. Sa mère, ardente catholique, souhaitait de le voir entrer dans la prêtrise. Fénétrange avait alors un petit séminaire qui facilitait beaucoup les études.

L'annexion vint orienter dans une autre direction Martin Freystetter. D'une des fenêtres de la maison paternelle — taillée, avec quelques autres maisons très habitables, dans le vieux château délabré des comtes de Fénétrange — il avait vu, le 9 août 1870, les Allemands passer la Sarre : il avait treize ans seulement mais l'âme déjà belliqueuse. Fénétrange était une étape militaire : les passages de troupes y étaient fréquents. La petite population masculine allait à la rencontre des soldats, portait les fusils, coiffait les shakos. Martin Freystetter était parmi les plus résolus et les plus enthousiastes... Ce n'était pas des shakos qu'il voyait le 9 août 1870. Il fit le poing... dans sa chambre, et s'écria dans le patois du pays : « Quand on sera plus grand on vengera cela. »

Et le soldat français était désormais son unique rêve. En vain lui objectait-on l'impossibilité où il serait de revenir au lieu natal ; en vain lui rappelait-on qu'un de ses cousins avait disparu pendant la guerre et que ce sort, après tout, pouvait être celui de chaque soldat ; rien n'y fit. A dix-neuf ans il s'engagea dans la légion étrangère, puis bientôt fut réintégré dans la nationalité française et versé dans l'infanterie de marine. Six ans après, en 1883, il était sous-lieutenant ; en 1885, lieutenant, et en 1891, il était capitaine. Il serait déjà chef de bataillon s'il n'avait pas eu trop peu d'années de grade de capitaine. Au Tonkin, au Dahomey, à Madagascar, il s'est signalé comme combattant, comme instructeur, comme organisateur. C'est lui qui a dressé les Hassakos, ceux qui ont combattu avec tant de vaillance contre les troupes de Behanzin, contre les Pahavolos. Dans l'impossibilité de lui donner le quatrième galon, on l'a fait officier de la Légion d'honneur. Combien y a-t-il d'officiers subalternes dans notre armée à qui l'on ait donné la rosette ?

Entre deux expéditions coloniales, il tint garnison à Paris et fut désigné pour siéger au Conseil de guerre appelé à juger Dreyfus. Ceux qui n'avaient aucun parti pris et qui vivaient dans l'intimité du capitaine Freystetter étaient rassurés par la présence d'un tel juge. Français et soldat dans tout son être, homme droit, incapable d'obéir à aucune autre considération que celle de la stricte justice, appréciant par-dessus tout le patrimoine d'honneur que lui avaient légué ses parents, « ne voulant jamais faire que ce qui aurait l'approbation de sa sainte mère » — celui-là ne se demanderait pas si l'accusé était un Juif ou un Chrétien, il ne connaîtrait que les éléments de la cause et se prononcerait en toute équité.

Aussi les amis du capitaine Freystetter ne conservent-ils pas un doute sur la culpabilité de Dreyfus quand il leur dit : « J'ai condamné non pas le cœur libre — on n'envoie pas au bagne, même un misérable, sans avoir le cœur serré — mais la conscience tranquille. » Aux rares correspondants qu'il avait gardés à Fénétrange, depuis la mort de ses parents, il écrivait dans le même sens, et à Fénétrange comme dans les environs, catholiques, protestants et juifs étaient persuadés que, du moment que Martin Freystetter avait condamné Dreyfus, c'est que Dreyfus était coupable.

Le capitaine Freystetter partit pour

Madagascar après s'être fait agréer comme correspondant d'un de nos grands confrères du matin. Quoiqu'il n'ait reçu qu'une instruction primaire, à laquelle sont venues s'ajouter les premières notions du latin et du grec, le capitaine Freystetter parle et écrit fort bien; il est vrai qu'il n'a cessé d'étudier, à la caserne comme dans la brousse, et qu'ainsi il est arrivé à une culture générale très complète.

A Madagascar, le capitaine Freystetter ne recevait pas régulièrement les journaux. L'affaire Dreyfus agitait depuis des semaines les esprits, que le capitaine Freystetter ignorait encore qu'elle eût été soulevée. Les premières nouvelles qu'il en reçut le laissèrent froid. Dreyfus avait été bien jugé; ce serait à refaire, qu'il le condamnerait encore et avec moins d'hésitation peut-être que la première fois.

« Ne vous en laissez pas conter, écrivait-il aux gens de Fénétrange, qui l'interrogeaient anxieux. Jamais condamnation n'a été plus méritée. »

La découverte du faux Henry fut pour lui un coup de tonnerre en plein soleil. Le colonel Henry était, non pas toute l'accusation, mais assurément un des facteurs essentiels; en tout cas, sur lui, le colonel Henry avait fait la plus profonde impression.

Ce premier ébranlement en amena forcément d'autres. On n'avait donc pas eu le droit de communiquer au Conseil de guerre certaines pièces qui n'avaient pas été jetées dans le débat? Ces pièces n'influent pas sur sa décision, puisque avant d'entrer dans la chambre des délibérations sa conviction était faite et qu'il était décidé à dire oui. N'importe! pour quel solliciter d'un Conseil de guerre quelque chose d'anormal, d'illégal?

Sur ces entrefaites, le capitaine Freystetter revint en France et alla s'établir à Versailles où demeure sa fiancée. Il y compte beaucoup de camarades à qui il fit part de ses troubles, de ses angoisses. Il s'en ouvrit aussi aux plus vieux amis de sa famille, dont l'un, le notaire Dilsch, révoqué de ses fonctions de maire de Fénétrange à cause de ses sentiments trop français, est aujourd'hui même un des témoins de son mariage. Tous l'encouragèrent à parler, lui conseillant de s'adresser tout d'abord à ses chefs.

C'est ce qu'il était résolu à faire, lorsque le dîner d'Ecouen vint précipiter les choses et les détourner de leur voie naturelle. Le capitaine Freystetter dit quelque chose de ses préoccupations, et du rapport, on y ajouta un peu, comme ceci par exemple : « Je suis certain maintenant de l'innocence de Dreyfus. »

La presse s'empara de l'incident. On interviewa sans relâche le capitaine Freystetter; on reproduisit avec plus ou moins d'exactitude ses propos et ses silences. On assiégea littéralement l'apartement de la mère de sa fiancée. Le capitaine Freystetter, outré et débordé, ne se laissa plus approcher que par quelques intimes. Il n'avait pas de confidences à faire; il n'avait pas de leçons à recevoir.

Traquillément il écrivit à M. Lockroy pour lui demander, dans les termes les plus explicites, une audience, afin de « libérer sa conscience », pour nous servir de la formule consacrée. M. Lockroy, après délibération du Conseil des ministres, le renvoya à la Cour de cassation. Le capitaine Freystetter s'adressa à la Cour de cassation.

On lui a fait entendre qu'il compromettrait son avenir, qu'on ne lui pardonnerait pas son intervention qui amènerait *ipso facto* l'annulation du procès qu'il a jugé.

« — Vous ne connaissez pas mes chefs, répond-il; il n'y en a pas un — entendez-vous, pas un — qui ne m'approuvera de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Je la dirai parce que je ne peux pas ne pas la dire. Le devoir est là, je le remplirai. »

Et sa fiancée d'ajouter :

« — J'aime mieux un peu plus d'honneur qu'un peu plus de galon. »

L. de Sarrebourg.

AVIS DIVERS

ENGELURES, GERÇURES prévenues ou détruites par la Pâte des Prêlats. Parfumerie Ecotique, 35, rue du 4-Septembre. Eviter contrefaçons.

LANGHAM HOTEL, rue Boccador, av. de l'Alma, Ch.-Elysées. 1^{er} ORD.

CHEVEUX ABONDANTS et sains, en détruisant les pellicules par la LOTION VERTE de LENTHERIC, 245, rue Saint-Honore, Paris. 5 francs. — Franco 5 francs 85.

CONTRE LES MAUX D'ESTOMAC ET LES DIGESTIONS DIFFICILES LIQUEUR NORMALE

aux trois ferments (Pepsine, Diastase et Pancreatine). — PHARMACIE NORMALE, 17-19, rue Drouot, et 45-47, rue de Provence.

UN PEU de Duclot de Ninon, suave poudre de la Parf. Ninon, 31, rue du 4-Septembre, sur vos traits fatigués, bistrés, les fait resplendir aussitôt de fraîcheur et de jeunesse.

A l'Etranger

NOUVELLES

ALLEMAGNE

Berlin, 19 avril. — L'Empereur a fait arriver avant-hier la garnison de Berlin et la passée en revue, en compagnie du comte de Foucard, notre attaché militaire, et du colonel von Schwartzkoppen. Hier, l'Empereur a déjeuné avec le colonel von Schwartzkoppen, le prince Antoine Radzivil et la princesse. — Ch. BONNEFON.

L'EMPEREUR ET LE LIEUTENANT DE TINAN Berlin, 19 avril. — Suivant le Tageblatt, l'Empereur, dans une visite qu'il fit aux membres de la famille de Chimay de passage à Berlin, s'entretenait particulièrement avec le lieutenant français de Tinan, du 7^e dragons, et l'invita à déjeuner à sa table.

ITALIE

LES FÊTES DE CAGLIARI

Rome, 19 avril. — Le Corriere della Sera reçoit de Cagliari le texte des toasts échangés à bord du navire italien pendant le déjeuner offert à l'amiral Fourmieu et à son état-major. Un des officiers, dont le journal ne cite pas le nom, aurait prononcé les paroles suivantes : « Chacun de nous, dès l'enfance, a appris à aimer et à admirer la France dans toutes les manifestations de sa grande force, soit militaire soit intellectuelle. Chacun de nous sait que nous devons aux soldats français qui, à côté de nos soldats, se battaient pour notre indépendance. »

Ces souvenirs, qui sont gravés dans la mémoire des vieillards et que les jeunes gens apprennent, sont ceux qui en ce moment régnent dans nos cœurs.

« Je suis d'une même race, nous sommes nés pour rester unis comme de vrais frères. »

« Je crois exprimer de la meilleure manière les sentiments de fraternité qui nous unissent en vous proposant de réunir dans un même toast le Roi, la Reine et le Président de la République française. »

L'amiral Fourmieu a remercié cordialement l'orateur, puis il a fait l'éloge de la marine italienne et a ajouté :

« Votre marine n'est pas nombreuse, mais elle est savamment organisée. Si vos bateaux sont limités, ils ont cependant des qualités de solidité et de puissance. »

« L'Italie devra certainement faire d'autres grandes dépenses quand son budget sera consolidé et plus prospère. Mais elle saura conserver une des premières places parmi les principales nations qui ont une marine de guerre. »

« Il est désirable que cela arrive, comme il est désirable de voir durer l'entente franco-italienne. »

La France et l'Italie unies, amies, fortes toutes deux, seront en mesure de se conserver le domaine de la Méditerranée; ce qui est leur droit et leur aspiration. »

Le Corriere commente ces toasts et en fait la critique. Il dit en terminant :

« Il est inutile de répéter que nous sommes heureux de voir la France et l'Italie dans les meilleurs termes, mais cette fois nous ne pouvons faire oublier la réalité des choses, non plus que nos intérêts et nos devoirs. »

Il est très probable que M. de Valles procédera aujourd'hui ou demain à une confrontation entre Fanfan et sa victime. Le jeune misérable se montre d'un révoltant cynisme.

M. le juge Pasquies vient de transmettre le dossier de l'affaire Déroulède-Marcel Habert à la Chambre des mises en accusation. Les deux inculpés seront poursuivis en vertu des articles 24 et 25 de la loi de 1881 sur la presse.

Continuant son information contre les Comités de la Jeunesse royaliste, M. le juge Faure a interrogé, hier, MM. Godefroy et Paul de Vaulx. Sont jusqu'aux implications dans les poursuites : MM. Bastard d'Estang, Chopin, de Cadol, Maurice Romieu, de Beaumont et de Faily.

M. Fabre cherche, en ce moment, à établir quelle part ont pris les membres des Comités royalistes aux troubles récents de Montpellier, et quel rôle ils ont joué également, le jour des obsèques de M. Félix Faure.

Concert gratuit aux Grands Magasins Dufayel, aujourd'hui jeudi, de 2 h. 1/2 à 6 heures. Nombreuses attractions : la photographie en couleurs et le cinématographe Lumière, le téléphone haut parleur Dussard, les rayons X et le Stentor. Exposition de mobiliers par milliers, cycles, motocycles, voitures, articles de ménage et de jardin, machines à coudre, pianos, organes, appareils de photographie et accessoires. Seule maison expédiant franco d'emballage dans toute la France.

UN SUICIDE AU CAPITOLE Un dramatique suicide a mis en émoi les consommateurs qui se trouvaient hier matin, vers deux heures et demie, à la taverne du Capitole, 58, rue Notre-Dame-de-Lorette.

Un consommateur, après avoir écrit quelques lignes sur un carte, venait de se percer le cœur à l'aide d'un mauvais couteau de cuisine. On s'empressa autour de lui, mais tous les soins furent inutiles. La mort avait été foudroyante.

M. Cornette, commissaire de police du quartier, prévint, vint procéder aux constatations d'usage, et on lui remit une lettre dans laquelle le défunt faisait connaître les causes de son suicide.

« Je suis sans ressources et sans asile, écrivait-il; ma famille m'abandonne; je veux mourir. Pardon, MM. le commissaire et le patron du café, si je vous dérange. Excusez un pauvre diable qui verra tout à l'heure la lune à moins d'un mètre! Je m'en vais gaiement! »

La famille de cet infortuné, qui se nomme Gabriel Ponderoux, ancien employé de commerce, a été prévenue. Le corps du défunt a été transporté au dépôt mortuaire du cimetière du Nord.

Un des médecins des Conseils de revision constatant, devant nous, que le nombre des vues affaiblies et troubles allait, chaque année, en augmentant, et il en attribuait la cause à l'intensité toujours croissante des lumières nouvelles. « Heureusement, ajoutait-il, que, grâce à la science, on peut désormais éviter la plupart des maladies des yeux. Je veux parler des verres isométriques qui, d'une blancheur et d'une transparence parfaites, remplissent exactement les mêmes fonctions que les verres teintés. » Ce fait ayant été signalé par la presse médicale européenne, j'ai pu le contrôler chez le grand opticien Fischer, 19, avenue de l'Opéra, que nous trouvons, dans l'armée, par ses merveilleuses jumelles Flammarion.

LES CAPES CARVALHO Tout le monde boit du café, mais il est si rare ceux qui le dégustent sain et pur. Avec les capes Carvalho, on connaît les qualités admirables du vrai café, qui répare les forces et augmente l'essor de nos facultés.

En vente par boîtes cachetées dans les bonnes maisons, et 85, rue Turbigo, 52, rue des Batignolles, 15, rue de Châteaudun, 54, rue du Bac, 26, rue Cadet.

Exiger la marque et la signature sur chaque boîte.

Des voisins d'une dame R., rentière, rue Notre-Dame-de-Lorette, venaient prévenir hier M. Cornette qu'on entendait des cris terribles provenant de son appartement. L'inspecteur Marché, s'y rendit, mais la porte fermée à clé résista à tous les efforts qu'il fit pour l'enfoncer. L'inspecteur de police, qui est ancien pompier, monta sur le toit et descendit dans l'appartement par la cheminée.

Il fut stupéfait en constatant que la locataire de l'appartement était absente; mais il trouva la cause des cris qui avaient mis la maison en révolution.

Il était poussé par une chatte... qui venait de mettre bas sur le lit de sa maîtresse.

Consent pratique A tous ceux qui souffrent de l'estomac, et qui sont pris d'écoulements devant l'insuffisance des remèdes, il faut signaler les Tablettes de Tannates d'Orxine du docteur Steiner. C'est un remède merveilleux qui, avant d'être introduit en France, a été employé avec un plein succès dans les premiers hôpitaux d'Europe, et dont l'effet souverain a été expérimentalement constaté dans tous les cas d'anorexie.

Jeann de Paris. Mémento. — Hier matin, vers sept heures, on s'est aperçu que le cadenas de l'aiguille de la bifurcation Sud, sur la ligne de Saint-Ouen-Les-Docks, au garage des Epinettes, avait été enlevé et remplacé par une écharpe à la puce, remplace l'aiguille en état avant qu'aucun accident fût résulté de cette tentative criminelle.

« Porte-bonnettes en fer Barbon, méd. d'or 1889. Art. de cave (Nouv. tarif), 52, r. Monmartre, Paris. J. de P. »

Gazette des Tribunaux 9^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE : La Ligue de la Patrie française. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

Très agréable audience. Les ligues de la Patrie française vont gaiement au martyre. Que dis-je! ils fraternisent avec leurs bourreaux; et l'on pouvait voir M. François Coppée tout heureux d'occuper le siège du commissaire greffier de la 9^e Chambre!

Après la remise à des dates ultérieures d'une bonne demi-douzaine de procès de presse, M. Marcel Dubois, professeur à la Faculté des lettres, est entendu. Il vient dire pour quels motifs il a pris une part très active à la formation de la Ligue.

« Depuis dix ans, déclare M. Dubois, j'ai suivi avec amertume dans l'Université le développement d'une campagne organisée en vue d'affaiblir dans les âmes l'idée de Patrie. J'ai entendu traiter de « vils patriotes » des jeunes gens qui avaient su garder l'amour très simple et très profond de leur pays. »

Aussi, en dehors de toute préoccupation concernant une affaire dont il s'abstient même de prononcer le nom, M. Marcel Dubois a-t-il apporté, avec joie, son adhésion loyale aux hommes dont le programme est de maintenir et d'exalter les sentiments de patriotisme.

La parole est ensuite donnée à M. le substitut Bouloche, qui se borne à rappeler les arguments juridiques développés, la veille, dans son réquisitoire. En passant, l'avocat de la République rend hommage aux membres de la Ligue « que nous avons eu, dit-il, le plaisir de connaître et d'entendre à la précédente audience et qui nous ont, par leurs dé-

positions, consolé de ne point les voir aux bancs des prévenus. »

« Je salue également, ajoute M. Bouloche, les nobles idées qui sont à la base du programme de la Ligue. Le but est louable, non moins que celui de l'association rivale qui veut, elle, assurer le triomphe des grands principes de la Déclaration des droits de l'homme, et je veux espérer que les adversaires d'aujourd'hui se tendront demain une main fraternelle, guidés qu'ils sont par la même générosité. Ce n'est que le divorce d'un jour. Mais... »

Oui, il y a un mais! La Ligue de la Patrie française n'est pas plus autorisée que la Ligue des Droits de l'homme, et pour la seconde comme pour la première, M. le substitut réclame une condamnation.

Léger mouvement dans la salle. M. le président Rouleau vient de donner la parole à M. Jules Lemaitre, qui commence aussitôt la lecture — comme il le sait lire — d'une chronique pleine d'humour et de raillerie. Une page de Paul-Louis Courier revue par Renan!

M. Jules Lemaitre ne nia pas un seul des faits allégués par le ministère public, excepté toutefois ceux qui concernent les manifestations organisées au moment de l'élection du Président de la République. Les organisateurs de ces manifestations, affirme-t-il, ont agi à titre privé, en leur nom personnel.

Le président de la Patrie française invoque le jugement rendu dans l'affaire de la Ligue des Droits de l'homme :

« En rendant ce jugement, dit-il, ce sont les articles 291 et 292 du Code pénal que vous avez dédaignés condamner. Mais vous les avez cependant appliqués. Sous le rapport des poursuites, il y a des points communs entre la Ligue des Droits de l'homme et la nôtre, bien que nous ne méliions pas nos sabots. (Rires.) Je vous prie de nous faire aujourd'hui un effort de plus en prononçant notre acquiescement pur et simple. »

M. Jules Lemaitre n'aborda point la discussion de la thèse juridique soutenue par le ministère public. Aux yeux même du bon sens et de la logique, il ne parvient pas à expliquer l'acte « capricieux, injustifiable d'arbitraire, de déloyauté pour tout dire », dont ses amis et lui sont les victimes.

« Qu'avons-nous fait? Au moment où une faction furieuse, encouragée par nos ennemis, nous réunis autour d'un drapeau. Tous les patriotes, le ministère public lui-même, ont rendu hommage à la bonté de notre œuvre. Nos actes sont de ceux que l'on considère universellement comme louables; de ceux que l'on propose en exemple, dans les écoles; de ceux que les ministres recommandent dans leurs tournées (rires). Et c'est pour avoir accompli ces actes que nous nous trouvons aujourd'hui à la place, sinon dans la posture d'accusés! »

Et quels sont les hommes qui appliquent ces lois? Ce sont ceux-là mêmes qui ont combattu sous l'Empire comme contradictoires à l'essence républicaine. Les articles invoqués contre nous étaient alors considérés comme despotiques, abominables par les oracles, j'allais dire : les honzes du parti d'aujourd'hui au pouvoir. Vraiment, je ne comprends pas, et je m'indigne!

La liberté d'association, continue M. Jules Lemaitre, est aussi respectable que la liberté de la presse, dont elle n'aurait peut-être pas les inconvénients. Si tel n'est pas l'avis du gouvernement, que ne frappe-t-il pas les sociétés sourdement électoraux qui pullulent en France, et, en particulier, la plus sectaire, la plus brutale d'intolérance de toutes, qui se vante d'imposer ses volontés aux gouvernements eux-mêmes!

Dans la circonstance, nous sommes poursuivis pour n'avoir pas eu l'autorisation que nous avions demandée et que M. le Préfet de police jugeait superflue. N'est-ce pas se moquer de notre bonne foi, et nous tendre la plus détestable des pièges?

Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.)

Qui! M. Coppée a embrassé M. Déroulède! C'est à dire que la Ligue a été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.)

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

« Mais j'y songe! Il paraît que nous sommes poursuivis parce que la Ligue aurait été mêlée aux incidents de l'élection présidentielle. Nous sommes poursuivis parce que M. Déroulède a arrêté le cheval d'un général en exprimant son dégoût sur le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué. (Rires.) M. Coppée a embrassé M. Déroulède. (Rires.) »

